

Globalisation : le monde peut-il se refermer ?

« Pékin et Washington tentent d'éviter la guerre commerciale »

« Derrière les sourires de façade, les discussions, aujourd'hui et demain à Washington, entre dirigeants chinois et américains s'annoncent tendues. L'administration Bush est soumise depuis quelques mois à une pression croissante de l'opinion publique et du Congrès pour prendre des sanctions commerciales contre Pékin, accusé de concurrence déloyale. Une menace que les officiels chinois prennent très au sérieux. Histoire d'apaiser le courroux américain, la délégation conduite par le vice-Premier ministre Wu Yi devrait signer au cours des deux jours des contrats d'une valeur totale de 12 milliards de dollars. Vendredi, Pékin avait assoupli les marges de fluctuation du yuan, comme le réclamait avec insistance Washington. Ce week-end, les autorités chinoises ont annoncé qu'elles avaient décidé d'investir 3 milliards de dollars dans le fonds d'investissement Blackstone lors de sa prochaine introduction à la Bourse de New York. Il s'agirait du premier placement "risqué" d'une partie des énormes réserves de change de la Chine, accumulées notamment grâce aux excédents commerciaux avec les États-Unis ».

Les Echos – le 22 mai 2007

En cette année électorale américaine, tout est en place pour faire de l'ouverture (ou de la fermeture) de l'Amérique au monde un des grands débats de la campagne. De l'Utah au Texas, l'énorme déficit commercial américain à l'égard de la Chine (plus de 200 milliards de dollars par an) alimente en effet une sinophobie croissante et des pressions protectionnistes comme on n'en avait pas vu depuis la poussée de fièvre antijaponaise des années 1980. Au moment même où la mondialisa-

Le chiffre. 60 % des Américains estiment que le commerce international est mauvais pour l'emploi. 73 % des Français partagent cet avis (World Public Opinion, 2007).

tion paraissait triompher (en 2007, à la Banque des Règlements Internationaux on parlait d'« âge d'or »), n'est-elle pas plutôt sur le point de connaître sa première grande crise? Les signaux faibles, en effet, se multiplient. Entre les États-Unis et la Chine, mais aussi partout dans le monde entre « gagnants » et « perdants » de la nouvelle donne économique mondiale. Un raidissement qui constitue une menace sérieuse pour l'avenir car ce qui est en jeu c'est l'ouverture et la tolérance des peuples à tout ce qui est « étranger », tout ce qui vient d'ailleurs, si cette mondialisation n'est pas mieux maîtrisée.

SI VOUS AVEZ MANQUÉ LE DÉBUT...

La globalisation est tout sauf une idée neuve. Une de ses premières manifestations fut l'intégration des marchés de produits, du capital et du travail organisée par l'Empire romain autour de la Méditerranée. Mais il faudra attendre les grandes découvertes, au xv^e siècle, pour observer les prémices de la mise en place de cette économie-monde décrite par Fernand Braudel. Et, plus près de nous, il y a surtout ce que l'on appelle la « première mondialisation » de l'ère moderne. Une mondialisation transatlantique (États-Unis-Europe) qui marquera irrésistiblement la période 1870-1914. C'est l'époque de l'ouverture des routes maritimes avec le percement des canaux de Suez et de Panama, l'extension du chemin de fer et le doublement de la flotte marchande mondiale, la multiplication des échanges par six et des phénomènes migratoires considérables... C'est à elle, en général, que l'on fait référence pour prendre la mesure de celle que nous vivons aujourd'hui.

L'épisode actuel est pour beaucoup l'enfant du 9 novembre 1989. La chute du Mur et l'effondrement des régimes communistes européens ont en effet des conséquences planétaires. Politiques bien sûr, mais aussi économiques et financières. Car l'un et l'autre signent la victoire du libéralisme sur toute autre forme d'organisation économique. La libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux devient la règle. Les obstacles à ce principe l'exception. Tout à coup, le nombre d'acteurs de l'économie de marché passe en gros de 1 à 5 milliards d'individus, tour à tour consommateurs, épargnants et producteurs.

Et alors que les migrations jouèrent un rôle majeur lors de la mondialisation de 1870-1914, celle du xxi^e siècle passe surtout par des changements dans l'organisation et la localisation de la production, changements

accélérés par la révolution des communications. L'extension des réseaux et l'effondrement des prix des liaisons physiques et surtout électroniques ont brutalement rétréci le monde. Le « village planétaire » est désormais notre terrain de jeu. D'un bout à l'autre du globe, on peut désormais connaître le prix d'un sac de clous ou d'une prestation de service informatique en temps réel. De ce point de vue, de Taipei à São Paulo, de Budapest à Lisbonne, la concurrence a tendance à devenir de plus en plus « parfaite ». Et les prix à converger.

Un troisième facteur, enfin, fut décisif dans cette accélération brutale : l'ouverture progressive de la Chine qui débouchera en décembre 2001 sur son entrée à l'Organisation mondiale du commerce. En moins d'une décennie, l'Empire du Milieu est devenu le prêteur, le fournisseur, le consommateur, le producteur, le compétiteur (2008 est l'année des jeux à Pékin), symbole par excellence de la globalisation.

L'ÉTAT DES LIEUX

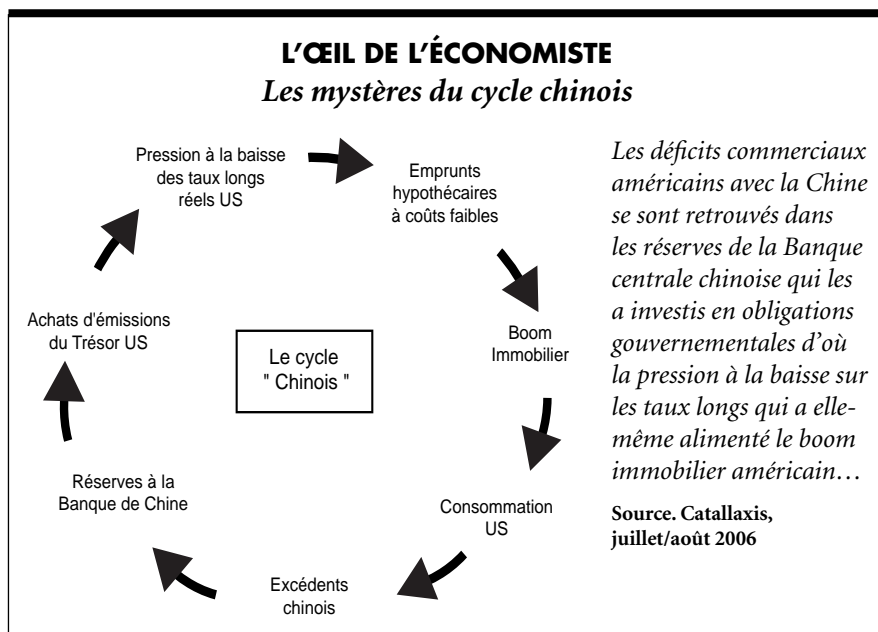
Depuis une bonne dizaine d'années, la globalisation a provoqué les effets économiques attendus : on a observé le transfert d'activités productives vers les pays émergents tandis que les grands pays développés perdaient des emplois industriels chez eux (depuis 1995, le Royaume-Uni a perdu plus de 25 % de ses emplois industriels, les États-Unis et le Japon près de 20 %, la zone euro environ 8 %) ainsi que des parts de marché dans la bataille commerciale avec les pays émergents, aussi bien à l'exportation qu'à l'importation. En 1995, les pays émergents (hors OPEP et Russie) pesaient à peine 20 % des exportations mondiales, ils en représentent désormais un gros quart.

Symétriquement, la part des importations en provenance de ces pays dans la demande intérieure des pays développés ne cesse de progresser. Ordinateurs portables, écrans à cristaux liquides, textiles, prêt-à-porter, composants électroniques, téléphones portables, automobiles, sans oublier tous ces articles divers dont débordent nos magasins de décoration et autres jardineries, et une pléthore de services, des plus frustes au plus sophistiqués... La liste est quasi infinie et marque l'ascension irrésistible des pays émergents, notamment asiatiques, et l'impact considérable que celle-ci a sur l'emploi et la production en Occident. Les consommateurs de nos pays trouvent désormais normal d'acheter un jean ou une paire de baskets pour 10 euros ou 10 dollars, mais le prix à

payer est élevé en termes d'emplois et par conséquent, finalement aussi, de pouvoir d'achat, au moins pour ceux qui sont touchés par les délocalisations et le chômage. D'où, pour les pays avancés, l'impérieuse nécessité de repositionner leur industrie, de réfléchir au rôle des services. Bref, de repenser leur modèle économique.

Sur le plan financier, les conséquences de la globalisation sont également majeures : les prix des biens dont la croissance dans la consommation est la plus rapide (à commencer par les ordinateurs et les logiciels) ainsi que les produits de consommation courante fabriqués dans les pays émergents – et ils sont légion (vêtements, chaussures, petits électroménagers, etc.) – n'ont cessé de baisser. Celui d'un écran plat LCD, par exemple, a diminué de 87 % entre 2001 et 2007, un appareil photo compact numérique de près de 70 %, un PC portable de 57 % et 2 minutes de téléphone fixe vers un mobile en heures pleines de près de 35 % ! Associée à la mondialisation accélérée de l'épargne – désormais l'argent n'a plus de frontières et peut s'investir à tout moment d'un coin à l'autre de la planète –, cette désinflation a provoqué la baisse irrésistible des taux d'intérêt nominaux* et réels*, autrement dit du prix de l'argent. En effet, les banques centrales peuvent se laisser aller à mener des politiques monétaires accommodantes* dès lors qu'elles ne redoutent plus le retour de pressions inflationnistes (voir aussi chapitre 6). Avec à la clé la multiplication des bulles : actions (1998-2000), obligataire (mi-2000-mi-2005), immobilière (2002-2006), matières premières (depuis 2005). Car lorsqu'il est possible de s'endetter pour presque rien et que les prix des actifs semblent vouloir monter jusqu'au ciel, il n'y a plus de limites à cette prolifération.

La mondialisation financière produit même des phénomènes totalement inédits. Ainsi, par exemple, dans le « monde d'avant », il aurait été inimaginable que les déficits commerciaux américains avec la Chine, nichés dans les réserves de la Banque centrale chinoise qui investit notamment en obligations gouvernementales américaines, soient à l'origine de la pression à la baisse exercée sur les taux longs* et donc du boom immobilier américain avec toutes les conséquences que l'on sait (voir l'encadré, p. 13). Un exemple parmi d'autres des surprises de la globalisation financière !



Les bouleversements associés à la globalisation ne font sans doute que commencer. Pour autant, y réfléchir, voire s'en inquiéter parfois, ne dispense pas de répéter une vérité qui du coup est un peu trop vite passée par pertes et profits : le niveau de vie global s'élève avec l'ouverture des échanges internationaux. L'échange crée la croissance. Il favorise la division du travail puisque les pays ont tendance à se spécialiser dans les domaines où ils ont un avantage comparatif⁽¹⁾. Même s'il s'agit moins désormais d'une spécialisation sectorielle que d'une spécialisation sur la chaîne de valeur pour un produit donné. À l'image du célèbre exemple de la poupée Barbie : la matière première – le plastique et les cheveux – vient de Taiwan et du Japon, l'assemblage se fait en Indonésie ou en Chine, les moules proviennent des États-Unis tout comme la dernière touche de peinture... Par ailleurs, l'intégration des marchés permet aux producteurs et aux consommateurs de bénéficier des économies d'échelle*. Enfin, une pression concurrentielle accrue incite les premiers à s'attaquer aux sources d'inefficacité et à investir dans l'innovation d'où la baisse des prix et l'augmentation de la production et de l'emploi. Comme le soulignent les experts de l'OCDE, « de nombreuses données empiriques démontrent que l'effet global du commerce international sur la croissance est à la fois posi-

(1) Voir l'encadré du chapitre 4, p. 47.

tif et important² ». De même, l'ouverture aux entrées et sorties de capitaux favorise les gains de productivité* (bénéfice des meilleures pratiques mondiales en matière d'intermédiation financière, accélération du rythme de diffusion de l'innovation, financement des délocalisations).

Quand la globalisation bouscule la « hiérarchie des places »

Cela étant dit, nul ne peut pour autant ignorer à quel point la globalisation remet en cause ce que l'on pourrait appeler la « hiérarchie des places ». Un maelström où pays et individus sont secoués comme dans un immense shaker. De ce point de vue, à ceux qui soutiennent que la terre est plate, on pourrait à coup sûr opposer une vision nettement plus accidentée!

C'est vrai à l'échelle des pays. Et singulièrement, on l'observe tous les jours, entre pays émergents et pays développés. La faiblesse des coûts de transport par rapport aux coûts de production explique la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail* puisqu'il peut être rentable de faire fabriquer un bien dans un pays et de le vendre dans un autre. Ceci est vrai dans le domaine industriel. Ceci l'est aussi dans les services qui, longtemps considérés comme de nature locale, peuvent désormais être fournis par-delà les frontières. La division internationale du travail en est toute chamboulée.

Des recherches récentes montrent ainsi que, dans la zone OCDE, près d'un salarié sur cinq réalise des prestations qui peuvent désormais être effectuées depuis l'étranger. Donc potentiellement délocalisables. Par ailleurs, la plupart des travailleurs de l'industrie, soit 16 % des salariés dans la zone OCDE, produisent des biens qui pourraient être importés. Les pays en développement que sont les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) disposent de 45 % de la main-d'œuvre mondiale contre 20 % pour les 30 pays de l'OCDE. « La plupart des entreprises et des travailleurs se trouvent directement ou indirectement en situation de concurrence dans l'économie mondiale d'aujourd'hui » rappellent les experts de l'OCDE³. Comment dès lors ne pas comprendre la grande peur des pays développés : une accélération des transferts de capacités de production et d'emplois vers les pays émergents.

(2) *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, juin 2007.

(3) *Ibid.*

Le bouleversement de la « hiérarchie des places » touche aussi pratiquement chaque citoyen du monde. Un monde où l'on voit se dessiner peu à peu la nouvelle géographie des gagnants et des perdants (voir l'encadré ci-dessous). Notamment, la globalisation impacte fortement les marchés du travail. Certes, les experts de l'OCDE estiment que « l'ouverture aux échanges n'a pas nui à l'emploi total » parce que les pays émergents constituent pour les pays développés autant de marchés à l'exportation à conquérir. Des marchés en forte expansion. Voilà pour la demande. Quant à l'offre, ils affirment que l'ouverture favorise aussi, *in fine*, une augmentation de la production et de l'emploi pour les raisons évoquées plus haut (chasse aux sources d'inefficacité, spécialisations plus efficaces, économies d'échelle, investissements dans l'innovation pour soutenir la concurrence sur leurs propres marchés). En outre, « l'exposition accrue des emplois à la concurrence réduit les pressions salariales pour un niveau d'emploi donné, phénomène qui contribue à réduire le chômage », ajoutent-ils. Enfin, ils soulignent, non sans susciter la controverse (voir ci-dessous), qu'« en dépit des craintes de délocalisation, les données ne montrent pas de lien systématique entre l'investissement à l'étranger et la contraction de l'emploi intérieur »...

LES GAGNANTS ET LES PERDANTS DE LA GLOBALISATION

Dans ce nouvel univers économique, les gagnants sont à la fois les *working rich* de certains pays pauvres (en Chine, le nombre de milliardaires en dollars a dépassé la centaine en 2007, 108 exactement contre 15 seulement l'année précédente), les entreprises (et entrepreneurs) mondialisés et les consommateurs...

Parmi les perdants, on trouve à l'évidence les plus pauvres des pays pauvres (la plupart des pays africains, par exemple, restent à l'écart des bienfaits de la globalisation), les bénéficiaires de l'État providence (incompatible avec l'idée de société ouverte puisque les détenteurs (épargnants) et producteurs (entrepreneurs) de richesse peuvent se délocaliser à tout moment si les

charges qui pèsent sur eux sont trop lourdes) et les salariés peu qualifiés et « non protégés » des pays riches. Car la question cruciale c'est effectivement l'emploi mais aussi les salaires, donc le bien-être et le niveau de vie des salariés de nos pays. « Les inégalités de salaires se sont accrues entre 1994 et 2005 dans 16 des 19 pays de l'OCDE pour lesquels les données nécessaires sont disponibles » reconnaissent les auteurs de l'étude 2007 sur les *Perspectives de l'emploi dans l'OCDE*. Seuls l'Irlande, l'Espagne et dans une certaine mesure le Japon ont réduit l'écart. Dans tous les autres, la rémunération des 10 % les mieux payés a davantage augmenté que celle des 10 % les moins payés (voir aussi le chapitre 2).

Vérité globale, mensonge local ?

L'analyse « globale » de l'OCDE fait écho à l'approche optimiste développée par ceux qui voient la mondialisation comme un mouvement créateur d'avantages et d'opportunités pour tous puisque la répartition des activités économiques entre de nombreux acteurs à l'échelle du globe est censée accélérer l'innovation et favoriser la création de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois un peu partout dans le monde. C'est la thèse de Suzanne Berger, professeur de sciences politiques au MIT et de son équipe : à l'issue de cinq ans d'enquête auprès de 500 entreprises en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, elle conclut que certes, l'économie mondiale connaît des bouleversements considérables depuis une vingtaine d'années, que chaque firme doit revoir radicalement sa stratégie en matière de produits, de technologie, de gammes d'activité et de localisations des opérations, mais que la mondialisation ne condamne aucun secteur dans les économies avancées, pas plus en France qu'aux États-Unis ou ailleurs⁴. Une thèse qui, d'une certaine manière, est illustrée *in vivo* par la réussite industrielle de pays qui, tels l'Allemagne ou la Suède, ont su faire le choix d'une spécialisation efficace.

Toutefois, en la matière, les vérités globales de l'OCDE peuvent bien s'être localement transformées en mensonges. Et ceci n'est pas contradictoire. Là, il ne s'agit plus de chiffres globaux, mais de vies bouleversées par telle ou telle fermeture, telle ou telle délocalisation... C'est pourquoi la vision des experts n'est absolument pas partagée, chaque enquête d'opinion le confirme, par les citoyens des pays développés, qu'ils soient américains ou européens. Et la tendance ne s'inverse pas, bien au contraire : un sondage réalisé par Harris Interactive et publié l'été dernier par le *Financial Times*⁵ montre clairement que des deux côtés de l'Atlantique les citoyens jugent les effets de la mondialisation de plus en plus négativement. Car le ressenti fait fond sur du vécu local. Et une majorité de salariés des pays avancés redoutent cette nouvelle géographie du monde qui se dessine sous leurs yeux, et lui associent course aux bas salaires, délocalisations, chômage... Avec, *in fine*, l'intuition que nos pays devront s'aligner, *volens nolens*, sur un modèle économique mais aussi sur un modèle de société unique, sous peine de disparaître...

(4) Suzanne Berger, *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Paris, Seuil, 2006.

(5) *Financial Times*, 23 juillet 2007.

ET DEMAIN...

Cette psychologie collective, qu'elle soit fondée ou non, pèsera forcément dans les années qui viennent sur le cours des événements. Car en matière de globalisation nous n'avons encore rien vu. Depuis le milieu des années 1990, plusieurs facteurs ont en effet amorti le choc. Les « effets richesse » (hausse des bourses, de l'immobilier), en augmentant la valeur des patrimoines, ont permis un supplément de dépenses et d'endettement. Les déficits publics ont joué un rôle stabilisant pour la croissance dans la plupart des pays développés. Surtout, les politiques monétaires accommodantes* (l'argent bon marché) et l'abondance de la liquidité mondiale* ont favorisé l'endettement et poussé à la hausse le prix des actifs. Enfin, l'activité a été fortement stimulée par la construction dans l'immobilier résidentiel. Or, ces facteurs de soutien pourraient progressivement disparaître.

De leur côté, les pays émergents vont continuer à conquérir des parts de marché tandis que, dans les pays développés, les inégalités de revenus risquent de s'approfondir (voir aussi chapitre 2), avec une polarisation des créations d'emplois aux deux bouts de la chaîne : emplois très qualifiés d'un côté (services financiers, services aux entreprises, postes de dirigeants...) et emplois peu ou pas qualifiés de l'autre (services aux particuliers). Enfin, on pourrait bien assister à une vague d'acquisitions des grandes firmes occidentales par des pays émergents car ces pays vont commencer à optimiser l'utilisation de leurs énormes réserves d'épargne. Or, on le sait, ceci est de nature à raviver tentations et tensions protectionnistes dans les pays avancés, comme on le constate déjà aux États-Unis et, à un degré moindre, en Europe (voir aussi chapitre 9). Autant de tensions potentielles qui risquent d'être renforcées en 2008 par le télescopage du ralentissement économique des grands pays avancés de l'OCDE avec la poursuite d'un rythme de croissance élevé dans les pays émergents.

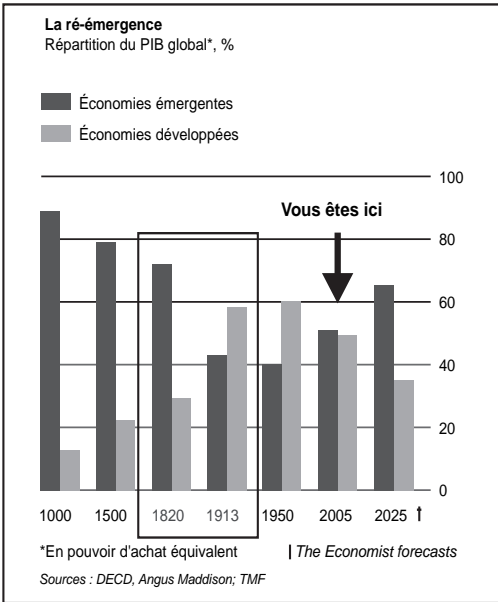
Les contemporains de la première mondialisation pensaient que le mouvement était irréversible. Cette conviction fut balayée par la première guerre mondiale. Du jour au lendemain, des remparts furent hérissés autour des territoires nationaux, donnant un coup d'arrêt aux échanges, aux investissements et aux migrations. Il allait falloir attendre les années 1980 pour que l'économie retrouve le degré d'échanges qu'avait connu la première globalisation.

Pour finir, une mise en perspective historique paraît ici particulièrement féconde (voir le graphe d'Angus Maddison page 18). Avant 1820,

L'ŒIL DE L'ÉCONOMISTE Le grand croisement

L'Occident et le reste du Monde,
hier et aujourd'hui

(Source : The Economist à partir de Maddison)



La « ré-émergence »
À l'occasion de la première mondialisation, les pays développés (au sens où nous l'entendons aujourd'hui, c'est-à-dire États-Unis, Europe et Japon) repassent en tête (en pourcentage du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat). une première depuis le début du millénaire. en 2005, le « grand croisement » se produit à nouveau : les pays émergents (Amérique latine et surtout Asie hors Japon) devancent légèrement les pays développés avant de les (re)dépasser nettement : en 2025, ils devraient peser environ 65 % du PIB mondial.

Source : Angus Maddison, *L'économie mondiale, une perspective millénaire*, OCDE, 2002.

en effet, les économies émergentes, essentiellement l'Asie hors Japon, représentaient l'essentiel du PIB mondial. Ce n'est que dans le courant du XIX^e siècle – entre 1820 et 1913 – que les pays avancés (États-Unis, Europe, Japon) reprirent l'avantage avant d'imposer leur puissance économique dans la seconde partie du XX^e siècle. Si l'on en croit les experts de Goldman Sachs, un nouveau « grand croisement » se prépare. Ils ne craignent pas de pronostiquer que, sur l'échelle de ces équilibres sans cesse en mouvement, 2025 devrait voir le monde revenir dans une configuration de type 1820. Autrement dit, l'Inde, la Chine et les autres pays émergents devraient peser pratiquement 70 % du PIB quand le « vieux monde » – États-Unis et Europe en tête – n'en représenterait plus que 30 %. Un chambardement dont on imagine, s'il se confirmait, qu'il ne pourrait s'accomplir tout à fait dans la sérénité, tant économique que politique. D'où l'urgence de se donner les moyens de désarmer les conflits qui sont en germe dans l'évolution spontanée du monde. Le monde ne « peut » se refermer.

Bibliographie

Global economic prospects 2007 : managing the next wave of globalization, Banque Mondiale, décembre 2006.

Suzanne BERGER, *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Paris, Seuil, 2006.

Michel-Henry BOUCHET, *La globalisation, introduction à l'économie du nouveau monde*, préface de Françoise Crouïgneau, Paris, Pearson, 2005.

Daniel COHEN, *La mondialisation et ses ennemis*, Paris, Grasset, 2004.

Daniel COHEN, *Trois leçons sur la société postindustrielle*, Paris, Seuil (La République des idées), 2007.

Kermal DERVIS, *A better globalization : governance and reform*, Brookings Press, 2006.

Antoni ESTEVADEORDAL, Brian FRANTZ et Alan M. TAYLOR, *The rise and fall of world trade, 1870-1939*, working paper 9318, National Bureau of Economic Research, novembre 2002.

Angus MADDISON, *L'économie mondiale, une perspective millénaire*, OCDE, 2002.